



**MINISTÈRES  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE  
TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Commissariat Général au Développement Durable*

*Service de la Recherche et de l'Innovation*

*Laboratoire d'innovation Ecolab*

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **« Plateforme évènementiels et rendez-vous d'affaires »**

**Référence : CGDD-SRI-ECO-PLATEF25**

Le présent document comporte 11 pages numérotées de 1 à 11

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - TYPE ET FORME DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 - PIECES A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - DEFINITION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 - MODALITE D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
8.1.    MODALITES D'EXECUTION .....	5
8.2.    DELAIS D'EXECUTION.....	5
8.2.1. <i>Procédure d'établissement des bons de commande.....</i>	5
8.2.2. <i>Les livrables .....</i>	6
8.2.3. <i>Réception des prestations .....</i>	6
<b>ARTICLE 9 - CAUTIONNEMENT ET GARANTIES FINANCIERES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - PRIX .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 - AVANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
12.1.    MODALITES DE REGLEMENT.....	7
12.2.    FACTURATION .....	7
12.2.1. <i>Établissement des factures.....</i>	7
12.3.    DELAJ DE REGLEMENT.....	8
12.4.    COORDONNEES DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	8
12.5.    IMPUTATION BUDGETAIRE DE LA DEPENSE .....	8
<b>ARTICLE 13 - PENALITES .....</b>	<b>8</b>
13.1.    PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE .....	8
13.2.    PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX .....	8
13.3.    PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE.....	8
<b>ARTICLE 14 - NANTISSEMENT.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 - DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>8</b>
15.1.    SOUS-TRAITANCE .....	8
15.2.    MODIFICATION DU MARCHE .....	8
15.3.    CLAUSES DE REEXAMEN.....	9
15.4.    CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIETE.....	9
<b>ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>9</b>
16.1.    OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	9
16.2.    PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	10
<b>ARTICLE 17 - RESPONSABILITE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 18 - STATUT DES PRESTATIONS FOURNIES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 19 - CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>10</b>
19.1.    CLAUSE SOCIALE .....	10
19.2.    CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	11

<b>ARTICLE 20 - CONDITIONS DE RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 21 - APPLICATION DE L'ARTICLE 54 CCAG/TIC .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 22 - CONTENTIEUX ET LITIGES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG/TIC.....</b>	<b>11</b>

## Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'une plateforme SaaS<sup>1</sup> qui permet l'inscription, la participation en ligne ainsi que la retransmission en direct, la rediffusion de contenu vidéo, la prise et la tenue de rendez-vous d'affaires entre plusieurs participants ainsi que la gestion de leur agenda, et la mise à disposition de stands virtuels. Cette plateforme s'accompagne de conseil et support à la bonne gestion des événements organisés.

## Article 2 - Type et forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres prévue à l'article L 2124-2 du code de la commande publique, dont le montant maximum est de 300 000 € hors taxe.

Le présent marché n'est pas alloti, car l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## Article 3 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de la date de notification. Il est reconductible une fois pour une durée de 24 mois par tacite reconduction sans que sa durée totale puisse excéder 48 (quarante-huit) mois.

Une décision expresse de non-reconduction peut être prise par l'acheteur, au moins un mois avant la date d'échéance du marché.

## Article 4 - Procédure de passation du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles R. 2161-2 à 5, R. 2162-1 à 6 et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Cet appel d'offres fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) en application des articles R. 2131-16 et R. 2131-19 à 20 du code de la commande publique.

## Article 5 - Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière (bordereau des prix unitaires) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- la proposition technique et financière du prestataire ;
- le cahier des clauses techniques particulières et son annexe (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les bons de commandes ;
- la lettre de candidature DC1 ;
- la déclaration du candidat DC2.

En cas de contradiction ou de différence, les pièces du marché prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé dans les archives du CGDD.

---

<sup>1</sup> Saas : (mise à disposition d'un logiciel accessible aux utilisateurs via Internet

## **Article 6 - Pièces à fournir en cours d'exécution du marché**

Le prestataire retenu s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le MATTE/CGDD, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

## **Article 7 - Définition des prestations**

Le descriptif de l'ensemble des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## **Article 8 - Modalité d'exécution**

### **8.1. Modalités d'exécution**

Le calendrier des opérations figure à titre indicatif dans le CCTP. Il pourra faire l'objet d'aménagement de la part de l'administration.

#### **Coordinateur du suivi du marché et de l'exécution des prestations**

Le chef de projet au sein du Laboratoire d'innovation Ecolab du Service de la recherche et de l'Innovation du Commissariat Général au Développement Durable, ou toute personne qui lui serait substituée, est chargée du suivi de l'exécution du marché. Le titulaire doit lui remettre les pièces concrétisant l'avancement du marché ainsi que tous les documents permettant le règlement des factures.

#### **Représentant du titulaire du marché et composition de l'équipe affectée à l'exécution des prestations**

Le représentant du titulaire dont dépend la bonne exécution des prestations doit assister personnellement à toutes les réunions auxquelles le titulaire sera convoqué par le conducteur de la prestation.

L'équipe affectée à l'exécution des prestations est celle arrêtée par le Titulaire dans le mémoire remis à l'appui de son offre.

Si le représentant du titulaire initialement désigné ou un membre de son équipe, n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit proposer à l'acceptation du coordinateur de la prestation un remplaçant de même niveau.

### **8.2. Délais d'exécution**

Les dispositions de l'article 13 du CCAG/TIC s'appliquent en ce qui concerne les délais d'exécution.

Compte-tenu des prestations attendues, les délais d'exécution sont ceux demandés par l'acheteur suivants les UOs et sont inscrits sur chaque devis.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard quatre (4) mois suivant la fin du marché.

#### **8.2.1. Procédure d'établissement des bons de commande**

Au fur et à mesure de la définition des besoins, le maître d'ouvrage établira une liste des prestations à réaliser.

Celle-ci fera l'objet d'un devis de la part du titulaire sur la base des prix unitaires figurant dans l'annexe à l'acte d'engagement. Au vu de ce devis, un bon de commande sera alors transmis au titulaire pour exécution de la prestation.

Les devis datés et signés devront comporter les indications suivantes :

Le numéro du marché et sa date de notification ;

- le libellé de la prestation commandée ;

- les quantités commandées ;

- les lieux de livraison et d'exécution ;

- le délai d'exécution ;

- le prix de la prestation (montant HT et TTC, taux et montant de la TVA).

### **8.2.2. Les livrables**

Les livrables attendus sont détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **8.2.3. Réception des prestations**

Les prestations réalisées en application des dispositions du cahier des clauses techniques particulières devront être remises :

A l'attention des Ministères de l'Aménagement et de la Transition écologique- MATTE

Commissariat Général au Développement Durable

Service de la Recherche et de l'Innovation

Laboratoire d'innovation Ecolab

Tour Séquoia 92055 LA DEFENSE Cedex

A l'attention de :

- Anthony DICANOT [anthony.dicanot@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anthony.dicanot@developpement-durable.gouv.fr)
- Hélène COSTA DE BEAUREGARD [helene.costa@developpement-durable.gouv.fr](mailto:helene.costa@developpement-durable.gouv.fr)  
ou toute personne qui leur serait substituée

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

## **Article 9 - Cautionnement et garanties financières**

Sans objet.

## **Article 10 - Prix**

Le marché est passé à prix unitaire ferme sur l'ensemble de la durée d'exécution du marché.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau des prix unitaires, annexe financière de l'acte d'engagement. Seules les prestations réellement réalisées donneront lieu à facturation.

Le montant des prestations est indiqué dans l'offre financière du candidat. Le prix des prestations, tel que mentionné dans l'offre financière du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le prix indiqué comprend obligatoirement l'ensemble des charges relatives à la prestation notamment les frais de déplacement, ainsi que les frais de transport, de livraison et de conditionnement.

Les prix indiqués s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors de la réalisation du fait générateur c'est-à-dire de la réalisation des prestations.

## **Article 11 - Avance**

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, est accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 18 du Code de la Commande Publique.

L'avance est versée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, et remboursée suivant les dispositions du code de la commande publique.

## **Article 12 - Modalités de règlement**

### **12.1. Modalités de règlement**

Le paiement s'effectuera au fur et à mesure de la réalisation de la prestation et après validation du service fait.

### **12.2. Facturation**

#### **12.2.1. Établissement des factures**

Les factures sont libellées au nom des :

Ministères de l'Aménagement et de la Transition écologique- – MATTE/CGDD

CGF-MATTE-AC  
Grande Arche de La Défense  
Paroi-Sud - 23ème étage  
92055 LA DEFENSE Cedex

Vous devrez adresser vos factures sous format électronique à l'aide du portail Chorus factures fournisseurs. Inscription sur ce portail dédié à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées doivent comporter le numéro du marché Chorus correspondant (numéro à 10 chiffres) et le code « service exécutant » suivant : FAC9450075

Destinataire État : SIRET : 110 002 011 000 44

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

Elles devront comporter les indications suivantes :

- Désignations des parties contractantes (nom/raison sociale et adresse)
- Le numéro et la date de notification du présent marché
- Le numéro du bon de commande
- Le code du service exécutant soit : FAC9450075
- Date, numéro de la facture ainsi que son montant hors taxes, toutes taxes comprises et le taux de la TVA
- Description de la prestation facturée

L'État se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit au compte ouvert désigné dans l'acte d'engagement.

### **12.3. Délai de règlement**

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie. Elle fera l'objet d'une certification du service fait par la Personne Publique.

En application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

### **12.4. Coordonnées du comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel – Arche sud – 92055 La Défense.

### **12.5. Imputation budgétaire de la dépense**

Cette dépense sera imputée sur le programme 159-action 10-sous action 08 - centre de coût : CGDDSRIO92

## **Article 13 - Pénalités**

Les modalités du CCAG/TIC s'appliquent sauf dérogations ci-dessous.

### **13.1. Pénalités pour non-respect de la clause sociale**

Par dérogation au CCAG/TIC, en cas de non-respect des engagements en matière de clause sociale pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

### **13.2. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux**

Par dérogation au CCAG/TIC, en cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

### **13.3. Pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité**

Des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5 % de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

## **Article 14 - Nantissement**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la Commande Publique.

## **Article 15 - Dispositions diverses**

### **15.1. Sous-traitance**

Pour toute sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

### **15.2. Modification du marché**

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.



### **15.3. Clauses de réexamen**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par écrit, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment, des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations (entre autres du fait de facteurs externes, par exemple liés au secteur des télécommunications et ses réglementations) et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

### **15.4. Changements affectant la société**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un extrait K bis ou tout autre document justifiant de ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Le cas échéant, cet article s'applique également aux sous-traitants et/ou co-traitants.

## **Article 16 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Il est tenu par l'obligation de discrétion.

Le Titulaire et ses personnels s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une rencontre, manifestation ou entrevue, sans accord express du CGDD.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### **16.1. Obligation de confidentialité**

16.1.1. Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

16.1.2. Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

16.1.3. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

16.1.4. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

-qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;

- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

## **16.2. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect de :

- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).

éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte modificatif par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le Titulaire devra respecter la législation susvisée et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, et notamment les articles 34 à 36 de la loi n°78-17 susvisée relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, ainsi que les articles 28 et 29 du RGPD susvisé

Les engagements du titulaire sont précisés dans l'article V. Confidentialité du CCTP.

Le non-respect de ces engagements entraîne l'application automatique d'une pénalité selon les modalités de l'article 13.3 ci-dessus.

## **Article 17 - Responsabilité**

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

## **Article 18 - Statut des prestations fournies**

Le Titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents du marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer et à les garder confidentielles les informations dont il aura connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation.

La diffusion et les droits d'exploitations des données produites dans le cadre du marché sous quelque support que ce soit sont cédés au seul pouvoir adjudicateur.

## **Article 19 - Clauses sociale et environnementale**

### **19.1. Clause sociale**

Le Titulaire est tenu de présenter les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'égalité Femme/Homme et l'ensemble des dispositions (exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

## **19.2. Clause environnementale**

L'entreprise établira un document explicitant ses actions d'écoresponsabilité en matière de développement durable et ses méthodes d'application dans l'exécution de ce marché.

### Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## **Article 20 - Conditions de résiliation**

La résiliation du contrat pourra se faire suivant les dispositions du chapitre 8 du CCAP/TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **Article 21 - Application de l'article 54 CCAG/TIC**

Les dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC portant sur l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire s'appliquent au présent marché.

## **Article 22 - Contentieux et litiges**

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil conformément à l'article L 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent.

## **Article 23 - Dérogations au CCAG/TIC**

Les articles 13.1 et 13.2 du CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG/TIC.